

Accusé de réception en préfecture  
062-344077672-20221216-1880-DE-1-1  
Date de télétransmission : 19/12/2022  
Date de réception préfecture : 19/12/2022

Acte certifié exécutoire

**Bruno FONTALIRAND**

Directeur général



**Pas de Calais Habitat**

4, avenue des Droits de l'Homme  
CS209 – ARRAS 62022 Cedex



## **PAS DE CALAIS HABITAT** **Office Public de l'Habitat**

### **DECISION EXTRAITE DU PROCES VERBAL DE LA REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SEANCE DU 16 DÉCEMBRE 2022**

**Président** : Monsieur COTTIGNY

**Présents** : Monsieur COTTIGNY, Monsieur LEROY, Madame AIT-CHIKHEBBIH, Madame MENU, Monsieur BARBARIN, Monsieur BAUDE, Madame BOUNY, Madame BRAS, Monsieur CAGIN, Monsieur CHERET, Monsieur DECLEMY, Madame DEFLANDRE, Monsieur DUBREUCQ, Monsieur DUCRON, Madame DUHEN, Madame GAILLARD, Madame LEFEBVRE, Madame LEROUGE, Monsieur MALFAIT, Madame MAQUET, Monsieur MELLICK, Madame MEYFROIDT-LEFAIT, Monsieur PEZE, Madame ROSSIGNOL, Madame VAN HEGHE.

**Excusés** : Monsieur PANNIER qui a donné pouvoir à Monsieur COTTIGNY, Monsieur PILCH qui a donné pouvoir à Monsieur DUBREUCQ.

**Demande d'autorisation à ester en justice**

**Affaire** [REDACTED]

---

**Direction politique clients et solidarités**

**Rapporteur : Mme** [REDACTED]

---

Monsieur [REDACTED] a volontairement dégradé par un moyen dangereux, durant la nuit du 18 au 19 novembre 2022, la cage d'ascenseur de l'immeuble sis [REDACTED] à BETHUNE.

Une déclaration de sinistre a été régularisée auprès de l'assureur de Pas-de-Calais habitat. Le montant estimatif des travaux de remise en état s'élève à 40 000 €

(chiffrage précis en cours).

Par ailleurs, un dépôt de plainte a été effectué par un salarié de Pas-de-Calais habitat.

Monsieur [REDACTED] a été convoqué, vu la gravité des faits reprochés, en audience de comparution immédiate devant le Tribunal Judiciaire de Béthune le 02 décembre 2022.

Compte-tenu du préjudice matériel subi par Pas-de-Calais habitat, il était nécessaire que l'Office assure la défense de ses intérêts devant le Tribunal pour en obtenir réparation.

La Juridiction a décidé du report de l'audience de comparution immédiate afin de permettre au prévenu de préparer sa défense, cela permettra également à Pas-de-Calais habitat de fixer plus précisément le montant de ses préjudices.

En vertu des dispositions de l'article R. 421-18 du Code de la construction et de l'habitation : *« Il (le Directeur général) représente l'office en justice, dans les conditions prévues au 11° de l'article R. 421-16, sauf dans les cas prévus au cinquième alinéa de l'article R. 421-17. Il doit rendre compte au conseil d'administration des actions en justice dans les conditions prévues au 11° de l'article R. 421-16, qu'il a introduites lors de la plus prochaine séance de ce conseil ».*

Ainsi, vu les dispositions des articles R. 421-16 et R. 421-18 du Code de la construction et de l'habitation,

Vu la délibération adoptée par le Conseil d'administration le 08 septembre 2021 déléguant au Bureau le pouvoir d'autoriser le Directeur général à ester en justice au nom de l'office,

\*\*\*\*\*

Au vu des éléments proposés et après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration :

- ✓ autorisent le Directeur général à représenter l'office devant le Tribunal Judiciaire de Béthune, dans le cadre du litige qui l'oppose à Monsieur [REDACTED] et à régulariser tous les actes de procédure à cette fin,
- ✓ autorisent en tant que nécessaire, la régularisation de toute action en justice devant toute juridiction compétente au besoin devant la juridiction d'appel, la Cour de cassation ou le Conseil d'Etat à l'effet de faire valoir les droits de l'office dans le cadre de ce litige.

Décision adoptée à l'unanimité